

Séance ordinaire du lundi 14 décembre 2020

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-vingt et le quatorze décembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Ville fraternelle et solidaire

Présents :

Taslime AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Yvan NOSBE ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Charles SULTAN ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE.

Absents :

Déclaration commune relative au processus concerté de restitution du bâtiment des anciennes Archives à Montpellier - Approbation

Monsieur Michel CALVO, Adjoint au Maire, rapporte :

Depuis avril 2014, le Collectif Luttopia gère le squat des anciennes archives départementales, qui a hébergé près de 200 personnes dans ce lieu d'accueil inconditionnel. Le 20 septembre 2018, l'expulsion de ce squat a été prononcée. Deux ans après, pourtant, le squat demeure, plus précaire, plus incertain encore.

La Ville de Montpellier, engagée, aux côtés de l'Etat et de Montpellier Méditerranée Métropole, dans un Plan de prévention et de lutte contre la pauvreté sur le territoire, a tenu à proposer aux habitants de ce squat et au collectif gestionnaire une solution permettant à la fois de répondre à l'urgence sociale des hébergés, mais aussi des pistes de reconstruction et d'accès à un logement plus digne.

Un des axes d'intervention de ce Plan vise en effet à améliorer l'accès aux droits des personnes vivant en squats et bidonvilles. Dans ce cadre, un travail partenarial spécifique a été engagé autour du squat des anciennes Archives (Avenue de Castelnau) à Montpellier. Celui-ci a été mené en lien étroit entre la Ville de Montpellier, le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de Montpellier, la Préfecture de l'Hérault, la Direction Départementale de la Cohésion Sociale, le Collectif Luttopia (aujourd'hui constitué en association), la Fondation Abbé Pierre et le Secours Catholique – Caritas France.

Après des semaines de dialogue, d'analyse sociale des situations des habitants de ce squat, l'ensemble des acteurs a proposé la rédaction d'une déclaration commune qui fixe comme cap la restitution concertée du

bâtiment des anciennes Archives d'ici le 31 mars 2021, ainsi que le soutien à un nouveau projet partenarial coordonné par l'association Luttopia.

Cette déclaration, en premier lieu, rappelle la volonté partagée de lutter contre le sans-abrisme et le mal-logement en mobilisant les acteurs concernés du territoire, dans le respect de la diversité de leurs engagements et de leurs compétences.

Celle-ci met en exergue l'engagement commun de mobiliser l'ensemble des leviers disponibles afin de permettre l'accès à un logement (prioritairement) ou à un hébergement, aux occupants volontaires en les accompagnant dans leur parcours d'accès aux droits. A ce titre, un travail commun d'élaboration de diagnostics sociaux des situations des occupants a été mené grâce, notamment, à l'engagement du CCAS de Montpellier qui a mobilisé des moyens humains dédiés pour accompagner ce processus.

Enfin, la déclaration acte un engagement collectif d'accompagnement (incluant l'appui à la prospection foncière et le montage juridico-financier) d'un projet expérimental en cours d'élaboration par l'association Luttopia. L'objectif général de ce projet associatif est de créer un lieu visant à « *proposer à des personnes en errance un lieu convivial et accueillant qui leur permette d'abord de répondre à l'urgence puis de se reconstruire en vue de s'émanciper* ». Il s'inscrit aussi dans une dynamique de type « *habitat intercalaire* » qui permet la mobilisation de fonciers temporairement inoccupés pour des projets d'hébergement ou de logement de ménages en situation de grande précarité.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver les termes de la proposition de déclaration commune relative au processus concerté de restitution du bâtiment des anciennes Archives à Montpellier ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la Déclaration ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 64 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Caroline DUFOIX.

**Fait à Montpellier, le 18 décembre
2020**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 24 décembre 2020

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Declaration_commune_Luttopia__Version_definitve_031607190287455.docx

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20201214-150693-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 24/12/20
Réception en Préfecture : 24/12/20

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.